



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)

FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)

MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)

مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط

Julio 4, 2010

LA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE DES CITOYENS ET CITOYENNES

par Fatma Boufetnik

Fatma Boufetnik est présidente de l'association "Femmes algériennes revendiquant leurs droits" (FARD)

Préambule : Je ne m'identifie pas, dans cet espace d'échange, de dialogue et de concertation comme une représentante d'une organisation mais comme une individu – citoyenne venant d'un espace territoire donnée et ce trouvant dans un autre territoire partagé en tant qu'espace et dans un temps – Aujourd'hui pour réfléchir sur hier pour savoir ce que sera mon demain et notre demain. Je commencerai ma présente contribution par deux aspects :

- Au-delà de toutes les problématiques que nous pouvons ou que nous aurons à aborder il s'agit d'abord de savoir dans quel état d'esprit nous allons le faire. Et c'est dans ce propos que j'ai ajouté volontairement en rouge « citoyennes » au titre proposé pour cette Agora. Si de plus en plus il est admis d'aborder et de se questionner au pluriel, il n'est pas encore admis de remettre en cause la règle du masculin l'emporte sur le féminin, y compris dans les langues où cette règle n'est une règle grammaticale.
- Ceci n'est pas sans conséquence est la problématique ou les problématiques que peut suggérer l'intitulé de cette Agora. Ce cadrage fait il me semble évident, pour ma part, qu'aborder cette thématique en répondant aux questions qui nous sont proposées par les facilitateur- e-s de cette rencontre, nécessite le choix d'un angle d'attaque qui ne saurait en aucun cas réducteur ou porteur de biais à la recherche d'éclairage que nous souhaitons dans cet échange pour des préoccupations à la fois théorique, méthodologique et surtout pragmatiques pour les acteur – e –s des sociétés civiles auxquelles nous appartenons dans la méditerranée. Ces mêmes sociétés qui sont à la fois très différentes et très proches. D'où une certaine ambivalence qu'engendre les différences par la richesse et la diversité culturelle, mais également sociale, économique et politique et les rapprochements géographiques, identitaires et d'enjeux sociétales. Alors comment me sera-t-il possible de répondre aux questions qui nous sont posées que peut être par des questionnements ou par même des remises en cause ? En d'autres termes je n'ai pas la prétention de répondre ou de donner une ou des réponses aux questions posées mais de secouer mes certitudes et de m'arrêter un moment devant ce qui nous semble évident et que nous omettons de questionner Quelles responsabilités environnementales des citoyens et citoyennes en Méditerranée? Et pourquoi seulement des citoyens et citoyennes ? Qui sont tous les acteurs et par là seulement les citoyens et citoyennes au titre d'un acteur parmi les autres en ne perdant pas de vue l'hétérogénéité même dans une entité de cet ensemble qui rassemble dans cette rencontre à savoir la Méditerranée. Quelle éducation pour faire face aux défis de demain? Avant qu'elle éducation quelles politiques et quelles stratégies pour chacun et chacune de nous tous et toutes. Avons-nous définis les défis de demain ? et pourquoi voulons nous faire face à des défis et quels défis ? Pourquoi ne pas nous lancer des défis pour demain en matière d'environnements ? (Stratégie dynamique, Stratégie statique) Quels développements territoriaux en Méditerranée ? Pour avoir le grand territoire que je dirai « Espace partagé » il faut commencer par réfléchir sur le comment déconstruire les frontières traditionnelles au sens formel et informel et se mettre à construire ensemble des frontières symboliques se basant sur des valeurs et des référents nouveaux au moins sur le plan symbolique. Au fait, nous avons la responsabilité historique pour une production collective de nouveau paradigme, en cohérence avec ce que nous voulons que soit la citoyenneté Méditerranéenne. Quelles politiques de mobilité en Méditerranée pour



répondre à la demande citoyenne ? Dans la question sur quelle éducation pour faire face aux défis de demain, je disais qu'il nous fallait s'interroger sur les politiques et stratégies entendu au sens globale et non sectorielles. Dans ce sens, il est clair pour ce qui me concerne qu'il ne s'agit nullement de penser et de produire des politiques de segment mobilité – flexibilité au sens économique du terme et plus précisément au sens libéral et néo – libéral Alors la seule proposition que j'ai à faire sur ce questionnement et de le reformuler par l'utilisation de la notion de circulation des personnes en rapports de l'application pour certains et certaines et l'exercice et jouissance de ces droits pour les autres. Il est entendu que cet espace que nous oeuvrons ensemble pour le construire, il est de notre responsabilité de mettre à plat les politiques d'intégration des Nations au nord et au sud et la politique Européenne de bon voisinage. On ne peut parler de développement durable on faisant la politique de l'Autriche sur la question de stabilité – sécurité des individus citoyens et citoyennes et plus seulement sur les intérêts géopolitiques des nations ou plus exactement des gouverneurs. Au faite cette question renvoie également à la question de la gouvernance que nous avons également la responsabilité collective de mettre en questionnement.

Epilogue :

La question de la responsabilité individuelle et collective ne peut se faire sans d'abord la prise de conscience de l'individu – citoyen et citoyenne en dehors et en dedans de l'entité à laquelle il appartient ou qu'il et elle représente, que cette entité soit institutionnelle, gouvernementale ou non gouvernementale, formelle ou informelle. La responsabilité du groupe ou collectif vient au niveau deux et ne doit en aucun cas une juxtaposition ou une sommation des responsabilités des personnes qui le compose mais une synthèse ou en terme mathématique la résultante du groupe pas seulement au sens de produit mais de la multiplication. Cette façon de penser la ou les responsabilités n'est pas sans conséquence sur le fait de la penser au singulier ou au pluriel. Ainsi comme nous partons du constat de l'hétérogénéité des citoyens et citoyennes et des sociétés auxquelles ils et elles appartiennent, il ne peut plus être acceptable d'avoir un pseudo dialogue qui se fasse dans la difficulté des mobilités des citoyens et citoyennes, qui se fasse dans l'esprit de la pensée unique et de l'unanimité. Ce qui serait à l'encontre des égalités des chances et des opportunités à s'approprier par les un – e- s et les autres. Ce qui découle du paragraphe précédent, il est perceptible que penser la responsabilité au singulier, à l'unicité et au modèle à trouver ou / et à suivre en Méditerranée en matière environnementale est voué à l'échec. S'il y a une piste à suivre, dans ce champs de réflexion, pour la problématique ou les problématiques à aborder, il faut d'abord faire un état des lieux pour savoir en premier ce qu'i ne faut faire ou ce qu'il ne faut plus faire. Aux citoyens et citoyennes de penser, de construire et de s'approprier les actions qu'ils et elles considèrent de leurs responsabilités, devant les défis à relever qu'ils et elles auraient défini en tant que telles. A cette production d'abord individuelle, puis collective puis globale en Méditerranée doit s'inscrire dans un processus de production et de construction des responsabilités des citoyens et citoyennes qui, formellement se traduit en actions, aujourd'hui et maintenant pour demain et durablement mais qui viendrait sans aucune ambiguïté d'hier de chaque citoyen et citoyenne que nous sommes. Ces actions citoyennes exprimant les responsabilités se pensent en terme de stratégies de proximité, en réponse leurs besoins immédiat sans perdre de vue et au grand jamais les intérêts stratégiques comme condition sans équivoque pour un développement durable où la question environnementale est la pierre angulaire.